

telle ou telle chose. Il aurait simplement convoqué des élections, forçant le pays à traverser une autre période d'adaptation pendant une campagne électorale dans le seul but de mettre le parti au pouvoir dans une situation avantageuse.

Il est facile de trouver des justifications logiques, monsieur l'Orateur, mais il est difficile de concilier l'attitude adoptée par le parti libéral lorsqu'il formait l'opposition et son attitude actuelle alors qu'il est au pouvoir. Le gouvernement a déclaré aujourd'hui qu'il a fermement l'intention d'équilibrer son budget. Voilà une déclaration bien étonnante, venant de la part du gouvernement actuel. Il ne s'est pas occupé de la dette nationale depuis très longtemps, et cette dernière a augmenté au point où nous payons maintenant 1,300 millions de dollars en intérêt. Jusqu'ici, le gouvernement ne s'est pas beaucoup préoccupé d'équilibrer le budget. Il dit qu'il le fera cette année, et il annonce catégoriquement qu'il obtiendra l'argent qu'il faut.

Le gouvernement l'affirme: il trouvera l'argent. J'ignore comment il s'y prendra, peut-être en contournant le Parlement. Quoi qu'il en soit, il dit qu'il trouvera l'argent, et j'aimerais bien savoir comment.

En augmentant les impôts ou en réduisant ses dépenses? La question est d'importance vitale. Il a beaucoup été question de réduire les dépenses, mais on s'est surtout contenté d'en parler plutôt que de le faire. Nous avons le droit de savoir quelle solution le gouvernement adoptera. Choisira-t-il d'augmenter encore les impôts ou de réduire les dépenses? S'il tente de nouveau d'augmenter les impôts après le rejet de ce bill, il verra se dresser devant lui la même opposition. En ce qui nous concerne, monsieur l'Orateur, nous ne pouvons voter pour la motion de confiance dans le gouvernement actuel.

Vu ce qui s'est passé ces derniers mois, les priorités ne sont pas très claires. Le gouvernement a forcé la Chambre à aborder des mesures et à examiner des problèmes qui n'étaient pas d'importance vitale pour l'économie. Ces mesures n'avaient rien à voir au bien-être matériel de notre grand pays.

Le gouvernement avait toujours un projet précis dont il voulait nous saisir, absorbant le temps que nous aurions dû consacrer au grave problème auquel, selon le premier ministre, nous sommes sur le point de faire face. Ainsi, à cause de la liste confuse des priorités que nous avons été forcés d'accepter ces derniers mois, nous ne pouvons avoir confiance dans le régime actuel. A cause de

politiques contradictoires qui ont été soumises, nous ne pouvons appuyer le gouvernement.

Je pourrais peut-être vous donner un ou deux exemples. Il y a le programme d'habitation. Selon le gouvernement, nous devons faire en sorte que chaque Canadien puisse avoir sa propre maison. Le gouvernement n'avait pas sitôt proclamé cet idéal qu'il a imposé de nouvelles taxes sur les matériaux de construction. Il a immédiatement permis la majoration des taux d'intérêt sur les hypothèques consenties par la Société centrale d'hypothèques et de logement. Il a adopté des politiques qui empêchent les Canadiens d'acheter des maisons.

Il allait combattre l'inflation. Il fallait faire telle ou telle chose pour lutter contre l'inflation. Puis, le gouvernement a présenté un bill pour augmenter les impôts. Nous savons tous comment la hausse des impôts retentit sur le coût de la vie. Ce n'est pas l'opposition qui lui fait la guerre; il se bat contre lui-même. Nulle maison divisée contre elle-même ne saurait se maintenir, dit-on. Même si nous ne mettions pas opposition au gouvernement, il s'écroulerait de lui-même, selon moi, en raison de son incapacité à envisager et à résoudre les grands problèmes qui nous sollicitent.

• (3.30 p.m.)

Notre groupe préconise sans cesse des politiques monétaires et fiscales nécessaires, selon nous, pour répondre aux exigences de l'heure. Nous les avons présentées en toute bonne foi, comme des choses dont nous étions persuadés et de façon à susciter l'attention du gouvernement. C'est un fait reconnu que les politiques actuelles n'apportent aucune solution aux problèmes, et pourtant le gouvernement refuse d'accepter ou d'adopter des politiques de nature à le sortir de ses difficultés et à lui faire entrevoir la lumière. Aussi, compte tenu des politiques monétaires et fiscales du gouvernement actuel, nous ne saurions, selon moi, accorder un vote de confiance.

Tout le programme du gouvernement ces derniers mois prouve que ce dernier ne sait comment agir, face aux problèmes urgents qui se posent au pays. On nous dit qu'on ne saurait tenir de nouvelles élections, que nous ne pouvons renverser le gouvernement, parce que le pays est dans une situation critique et que le Canada est aux prises avec de graves problèmes économiques. On nous dit que des élections pourraient amener la rupture de l'équilibre et nous faire basculer dans le précipice. On a dit aujourd'hui, je